

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Les Évènements de mai 1968 : Les enseignements socio-politiques, 43 ans après !

- Sciences/Education -

Date de mise en ligne : dimanche 3 juillet 2011

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Le mois de mai de l'année 1968, est gravé sur les tablettes de l'histoire politique du Sénégal. Huit-ans seulement après l'accès à la souveraineté internationale, l'ancienne capitale de l'Afrique Occidentale française (AOF) allait vivre un soulèvement populaire sans précédent. Et, ce qui était parti pour n'être qu'un mouvement d'humeur de la classe étudiante avait fini de toucher une population frappée par la misère et le musellement orchestré par le régime sénégalais. La pire crise politique à laquelle le président, Léopold Sédar Senghor ait eu à faire face depuis l'indépendance. Elle le força à fuir la capitale et à faire appel à l'armée française pour rétablir l'ordre, après seulement huit ans d'indépendance. Mais, heureusement, le sens du dialogue et de l'écoute responsable du premier Président du Sénégal, allaient décanter une situation socio-politique qui conduisait le pays dans un gouffre. 43 ans après, les véritables enseignements que Wade devrait prendre en compte. En tout cas, les voix de cette époque tout en soutenant que la crise de 68 a été la sage-femme de l'ouverture démocratique, elles ont fait savoir que le résultat le plus significatif de cette crise n'était autre que le sentiment de l'invulnérabilité du parti au pouvoir.

source : www.xibar.net - 2 Juillet 2011

« *Le pouvoir au peuple ; liberté syndicale, nous voulons du travail et du riz* ». C'est le slogan que scandaient les centaines de manifestants qui avaient pris d'assaut les rues et ruelles de la capitale. C'était au mois de mai de l'année 1968 où le Sénégal allait vivre sa pire crise politique huit-ans après son accession à l'indépendance. Comme dans l'ancienne métropole et dans nombre de pays à travers le monde, le Sénégal vivait une série de « *révolution* » populaire. Et, sans conteste, les étudiants étaient le point central d'un bras de fer socio-politique qui avait forcé le Président **Senghor** à quitter la capitale et à faire appel à l'armée française pour rétablir l'ordre.

Historique et éclatement de la révolution

À toute situation, existe une cause principale. Par rapport aux événements de mai de 1968, nombre d'observateurs à cette époque et des chercheurs, avaient soutenu que la situation au Sénégal s'était détériorée dès la fin des années 1960. En effet, les Français avaient aboli les garanties de prix sur les arachides sans compter que le Sénégal a connu le pire cycle de sécheresse entre 1968 et 1969. Conséquence : la situation économique était précaire. Le nombre des chômeurs avait augmenté de 450 % et le plus grand nombre vivait à Dakar. L'autre difficulté résidait sur la réduction stricte de l'espace politique. La principale sinon l'unique fédération syndicale qui était l'Union des travailleurs du Sénégal (**UNTS**), créée en 1962 fut rattachée à l'Etat pour des principes d'unité nationale. Sans détours, les étudiants ont été les premiers à contester la main-mise politique du gouvernement sénégalais. À ce moment précis, le Parti Africain de l'Indépendance (**PAI**) joua un rôle déterminant pour sensibiliser les centaines de jeunes qui ne demandaient que la liberté d'exercer librement leurs pensées politiques et de meilleures conditions de travail et d'existence.

Seulement Senghor toucha à l'intouchable. Et pour cause. Au lendemain de la première grève de mars 1968, survint celle de mai. Car, les étudiants battaient le macadam pour s'opposer à la réduction du montant de leurs bourses. Et, ce qui n'était qu'une revendication légitime était en fait un mal partagé par tous les segments de la population en mal de vivre. Aussitôt, le malaise fut général au point de surprendre et d'inquiéter les autorités de l'époque. La foule encore une fois, réclamait le pouvoir au peuple, une liberté syndicale, du travail et du riz. De ce point de vue, Senghor ignorait-il que les Sénégalais dans leur écrasante majorité vivaient dans la misère ? Certains de répondre par la négative quand les autres criaient : oui ! Dans tous les cas, la manifestation du 28 mai comptait pas mal de 20.000 à 30.000 manifestants qui soutenaient les étudiants dans leur lutte. Le lendemain, la police avait répondu présente dans le campus social. Et, ce qui devait arriver arriva. La répression fut brutale. Bilan : un mort et quatre-vingt blessés. Six-cents autres étudiants furent internés dans un camp militaire jusqu'à la date du 9 juin. De leur côté, les étudiants étrangers furent tous expulsés du pays, et 3500 personnes arrêtés par les forces de l'ordre. Le 31 mai, le principal syndicat (**UNTS**) appela à la grève générale. Pour la première fois depuis l'indépendance, le

pouvoir de Senghor vacillait. Quelques ministres étaient retenus dans des bâtiments administratifs, quand d'autres se terraient dans leurs maisons. Un mouvement qui allait connaître un soutien populaire sans précédent. Tout le monde y était. Les Sénégalais étaient subitement devenus hostiles à la radio nationale considérée comme un outil de propagande du pouvoir en place. Malgré les appels au calme comme celui du khalife général des mourides, les manifestants n'avaient qu'un seul objectif. Rendre le pouvoir au peuple.

La répression

Le mouvement d'humeur qui s'agrandissait inquiétait tellement les autorités, qu'elles donnèrent feu vert à l'armée de tirer à vue sur les manifestants. C'était au mois de juin 1968. Pour sa part, l'armée française qui était de la partie, avait occupé les points jugés stratégiques dans la capitale. Entre autres, l'aéroport et le palais présidentiel. Nombreux ayant également les dirigeants de mouvements syndicaux et politiques qui furent mis en résidence surveillée. Aussi, voulant faire revenir le calme, Senghor instaura l'état d'urgence et les attroupements de plus de cinq personnes interdits. Il s'était même préparé au pire, lorsqu'il parla avec l'ambassadeur de la France pour son évacuation du palais par hélicoptère, ensuite par avion afin de rejoindre l'ancienne métropole. Et, selon Senghor : « *Ce mouvement insurrectionnel vient de Pékin & Nous résisterons jusqu'à la fin & L'existence du Sénégal est en jeu. Nous résisterons jusqu'à la fin* ». Certains manifestants ont été enrôlés de force dans l'armée, d'autres renvoyés définitivement de l'université et forcés à l'exil. Les « *petits* » de l'**UPS** connurent un meilleur traitement. Ce qui n'avait pas empêché à l'opposition de triompher dans un pays en plein cataclysme. Les militants du **PAI** donnèrent une orientation radicale et bien pensée de ces événements socio-politiques, sans compter la prolifération de mouvements d'extrême gauche d'obédience maoïste ou communiste de manière générale. D'ailleurs, faut-il le rappeler, la grève des travailleurs des banques en 1969 et le mouvement de solidarité prôné par l'**UNTS** avaient causé la scission dans ladite centrale syndicale et la mise sur pied de la **CNTS**.

Les solutions de sortie de crise

À la date du 12 juin 1968, des solutions de sortie de crise furent trouvées. Ceci, par le sens élevé du dialogue et la grande écoute d'un Senghor fortement troublé par ces événements qui connurent un soulèvement populaire sans précédent. Car, un an auparavant, c'est-à-dire en 1967, il avait ordonné les exécutions de **Moustapha Lô**, du nom de cet homme qui avait été accusé de vouloir le tuer après la prière de la Tabaski et **Abdou Ndaffa Faye** qui avait froidement éliminé le député **Demba Diop** d'un coup de poignard. Aussi, pour désamorcer la crise, Léopold Sédar Senghor avait donné l'assurance à l'**UNTS** que ses membres emprisonnés allaient être libérés.

Et, commencèrent les pourparlers.

D'importantes concessions aux étudiants et syndicalistes.

Le salaire minimum interprofessionnel garanti augmenté de 15 %.

Des privilèges accordés à des autorités sont réduits de manière drastique, certaines directions rattachées à des ministères, réduction de la taille du gouvernement et du train de vie de l'Etat, la dissolution de ministères pour n'en faire qu'un, la réduction d'ambassades dans certains pays avec un ambassadeur pour les coiffer.

À ce niveau, il est important de rappeler le rôle historique du Général **Jean Alfred Diallo**, chef d'état-major général des armées, qui, dans une lettre adressée à Senghor, lui donna des conseils intelligents pour désamorcer la crise. Les exemples déjà cités en sont une parfaite illustration. Évènements qui poussèrent des voix à défendre que mai 1968 aura été la sage-femme de l'ouverture démocratique au Sénégal. Sans oublier d'insister que le résultat le plus significatif de cette crise n'était autre que le sentiment de l'invulnérabilité du parti au pouvoir.

Avec précision & la raison ou la passion

Le professeur **Abdoulaye Bathily** qui a vécu cette période de pleine crise a d'ailleurs publié un ouvrage sur les événements de mai 1968. Le politique, mais historien remarqué, connu et reconnu est revenu avec précision sur les origines, les tournants, les tournures et les conséquences. Il a rappelé avec exhaustivité les rencontres entre

étudiants et Senghor pour apaiser les esprits afin d'éviter au Sénégal le chaos. Normal, puisqu'il faisait partie intégrante des représentants désignés par les étudiants pour entrer en discussion avec le régime. Il s'agissait, entre autres, des activités d'associations estudiantines d'étudiants comme l'Union des étudiants de Dakar (**UED**) et de l'Union démocratique des étudiants sénégalais (**UDES**) qui assommèrent Senghor pour qui les manifestations étaient issues d'un complot ourdi par une opposition fabriquée de l'étranger et téléguidée de l'étranger faisant allusion à l'époque à l'URSS et à la Chine. Aussi, 43 ans après, il est important de feuilleter l'histoire pour rappeler certains principes sociaux et démocratiques que les tenants du pouvoir doivent s'approprier. Ceci, pour connaître le mal partagé des Sénégalais, le mécontentement généralisé chez d'autres franges de la population la plus sensible, mais aussi et surtout les préoccupations des partis d'opposition et de la société civile.

En tout cas, les derniers événements des 23 et 27 juin, sont un baromètre socio-politique pour éviter au Sénégal de vivre une situation de grave crise qui ne peut profiter à aucun groupe. Un régime n'étant pas éternel, il est donc important de ne pas se laisser triompher la passion au grand détriment de la raison.

Une démarche à adopter pour faire partie des élus de l'histoire.

Abdoulaye Mbow

source L'Office